



Pour l'OPG et la CR, il fallait réaliser un seul plan pour les grandes cultures, car nous devons retrouver la cohérence perdue au sein de cette famille de productions végétales. Nous déplorons qu'il n'y ait pas eu de conciliation possible et que chaque filière ait préféré encore une fois défendre de son côté des intérêts divergents.

De plus, ces plans sont nationaux alors que notre agriculture fonctionne selon des règles européennes depuis 50 ans. Si l'Autriche établit un plan de son côté, alors pourquoi pas un plan spécifique pour la Nouvelle Aquitaine ou pour le Berry ?

### **Le plan d'Intercéréales est basé uniquement sur l'exportation**

« *Il faut que la France retrouve sa place dans le trio de tête des grands pays exportateurs* » écrivait à l'OPG, Jean-François Loiseau, président d'Intercéréales. «

*On peut gagner 15 à 30 €/t tout au long de la filière*

», affirme-t-il. Pour les exploitations agricoles, un cap est fixé à 140 €/t pour le prix de revient contre une moyenne aujourd'hui de 170 à 180 €/t, selon lui, tout en réduisant «

*la consommation d'intrants chimiques, notamment les phytos*

».

L'OPG rappelle que l'Union européenne est fortement déficitaire en grains et que les producteurs sont les victimes des déformations de nos balances commerciales en céréales, aliments composés du bétail et huiles végétales.

### **Le plan de Terres Univia a pour seul objectif de sauver les usines de Diester**

Tout le long argumentaire développé dans les nombreuses pages de ce plan n'est que du baratin pour camoufler la triste réalité économique des biocarburants entrés dans une phase irréversible de déclin. Cette filière qui n'a jamais été rentable voudrait prétendre à de nouveaux financements publics et demande aux producteurs de s'asseoir sur leur revenu : « *Le gain de*

*compétitivité à moyen terme de chaque grand bassin de production de grande culture peut passer donc par une phase de perte, qui doit être considérée comme un investissement.*

»

## **Intenables pour les producteurs !**

L'objectif des États généraux de l'alimentation était de « *permettre aux agriculteurs de vivre dignement de leur travail par le paiement de prix justes*

» ; ces deux plans de filières n'en ont pas tenu compte. Si le gouvernement les validait, les producteurs se verraient écartelés entre des contraintes toujours plus hautes (réduction d'intrants, qualité sanitaire, OAD, contractualisation...) et des prix encore plus bas, alors que l'aval des filières conforterait ses positions.

Face à l'absence de revenu agricole depuis 5 ans, il faut de vraies solutions. Les importations massives de soja et d'huile de palme, les exportations de céréales sont les trois anomalies desquelles nous devons sortir. L'Europe, à l'image des autres grands pays producteurs, doit protéger ses agriculteurs et rééquilibrer ses grandes cultures en fonction des attentes de nos consommateurs.